



Encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) au Canada en 2003 : réussites récentes et leçons retenues



Le 20 mai 2003, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (**ACIA**) annonçait qu'une vache du Nord de l'Alberta était atteinte d'ESB. À cette nouvelle, les États-Unis et 40 autres pays ont immédiatement fermé leurs frontières au bœuf et aux bovins canadiens. D'innombrables activités de lobbyisme, négociations commerciales et décisions judiciaires ont eu lieu dans les années qui ont suivi, pendant que l'ACIA et les industries canadiennes de l'élevage de bovins laitiers et de boucherie s'affairaient à rétablir pleinement le commerce et à réduire les mesures de gestion zoosanitaire imposées en pratiquant la surveillance, l'atténuation des risques et l'éradication de l'ESB. En mai 2021, le Canada a enfin obtenu de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) le statut de pays à risque d'ESB négligeable.

Principales réussites et leçons retenues

Le Secrétariat à l'accès aux marchés (**SAM**) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (**AAC**) est l'exemple d'une entité née de la crise de l'ESB. Le SAM fait un effort coordonné pour aborder les barrières internationales au commerce agricole et peut partager des renseignements permettant aux partenaires internationaux de défendre les produits canadiens, au besoin.

Pour reconquérir l'accès aux marchés étrangers, il est primordial d'entretenir des liens avec les principaux décideurs, lesquels ne se trouvent pas seulement dans la communauté scientifique. Le Canada a été le premier pays à avoir connu une augmentation de la consommation de bœuf après la détection de l'ESB (selon l'ACIA). On attribue ce fait à la confiance des consommateurs

envers les autorités sanitaires et zoosanitaires, inculquée dans les premiers jours qui ont suivi l'annonce. La Table ronde de la chaîne de valeur du bœuf, devenue le réseau de communication entre l'industrie et le gouvernement durant la crise de l'ESB, s'est réunie au moins une fois par semaine, et parfois tous les jours, pour que la communication se fasse dans les deux sens. Depuis, l'Association canadienne des éleveurs de bovins (**ACEB**) travaille en collaboration avec Affaires mondiales Canada et AAC à supprimer les obstacles restants à l'accès aux marchés dus à l'ESB.

Regard vers l'avenir

Lors d'une catastrophe, il y a chez tous les acteurs de l'industrie une cohésion et une volonté de collaborer à l'atteinte d'un but commun. Les tragédies personnelles liées à l'ESB sont infinies, et la santé mentale fut considérée comme un grave problème durant la crise. L'une des principales leçons retenues est qu'il faut intentionnellement inscrire la santé mentale dans l'intervention et le rétablissement. Tous les acteurs (industrie et gouvernement) doivent disposer d'un système d'intervention robuste construit sur mesure en santé mentale. Il faut absolument que la crise soit reconnue comme telle dès le début. Les gouvernements hésitent parfois à proclamer qu'une urgence zoosanitaire constitue une catastrophe, car cela a de nombreuses conséquences sur l'indemnisation des victimes. Il est pourtant indispensable de faire ce qu'il faut, sans ingérence politique. La proclamation d'une catastrophe permet aux gouvernements de prendre des mesures qu'ils ne pourraient pas prendre autrement.